



A quoi servent les Nations Unies ? Plaidoyer pour la réforme du Conseil de Sécurité

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 05 octobre 2017

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Nations Unies](#)

« Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et, à ces fins, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins » Déclaration lors de la fondation des Nations Unies le 24 octobre 1945

Le monde bruisse de bruits de bottes alimentés par les twitt ravageurs de Donald Trump et les réponses sans concession de Kim Jon Un sous les regards impuissants de l'Organisation des Nations Unies de grand machin dont parlait déjà l'époque le président français Charles de Gaulle. A l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump a adopté une rhétorique guerrière contre la [Corée du Nord](#), qu'il a menacée de « détruire totalement », et a qualifié Kim Jong-un de « rocket-man » courant à sa perte. Le dirigeant nord coréen a répondu : « En tant qu'homme représentant la RPDC et au nom de la dignité et de l'honneur de mon Etat, du peuple et en mon nom, je vais faire payer cher son discours à l'homme détenant les prérogatives du commandement suprême aux Etats-Unis. » Le ministre coréen du Nord a même traité le président américain d'avoir l'esprit dérangé

La [Russie](#) et la [Chine](#) ont mis en garde les Etats-Unis contre toute tentation militaire, lors d'allocutions devant l'Assemblée générale de l'ONU, Wang Yi, le ministre des affaires étrangères chinois, a appelé la Corée du Nord à ne pas persister dans une voie dangereuse tout en invitant les Etats-Unis à s'en tenir à leurs promesses de non-agression. Le Kremlin a aussi fait part de son inquiétude « Moscou est sans aucun doute profondément préoccupé de l'escalade des tensions dans la péninsule coréenne, liée à l'échange de déclarations assez grossières et pleines de menaces » entre les deux présidents, a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, appelant une nouvelle fois à la « retenue ».

L'armistice de la guerre de Corée n'a toujours rien réglé. Pour l'histoire Le diplomate nord coréen Sin Son-ho aux Nations Unies avait déclaré en octobre 2008, lors d'une session de l'[Assemblée générale des Nations unies](#) que la Corée du Nord a mis au point des armes

nucléaires pour répondre à la menace qu'elle perçoit de la part des [États-Unis](#), en ajoutant que la Corée du Nord a commencé à démanteler son armement nucléaire et qu'elle soutient « la dénucléarisation de la péninsule coréenne ». En précisant que son pays désire que soit signé un traité de paix pour remplacer l'armistice qui a mis fin à la guerre de Corée, il y a 55 ans. On aurait cru qu'avec la nomination du nouveau président que la paix était à portée de main. Rien n'y fit un engrenage dangereux a fait que les Etats Unis ont installés les missiles Thaads en Corée du Sud et ont présenté l'addition de 3 milliards de dollars aux dirigeants qui ne voulaient les payer

La paix froide prélude à un conflit ouvert

Paul Craig Roberts ancien secrétaire au commerce sous Reagan, analyse finement les non dits du discours de Trump qu'il dit avoir désavoué tout ce dont sur quoi il a été élu. :

« Le discours à l'ONU de Trump montre clairement que c'en est fini de la présidence de Trump, si l'on se réfère à ses promesses de campagne où il s'était engagé à sortir Washington du rôle de « gendarme du monde », sortir du Moyen-Orient, et rafistoler les relations avec la Russie. La CIA et le complexe militaro-sécuritaire ont pleinement pris le contrôle du gouvernement américain. Trump a accepté sa servitude (..) Washington uber alles est la seule politique étrangère qui vaille. Au Nations Unies Trump a, de fait, menacé de rayer la Corée du Nord de la surface de la terre. Y rajoutant d'autres menaces contre le Venezuela et l'Iran. Il a diabolisé ces pays, les qualifiant « d'États voyous », alors que ce terme serait plutôt applicable à Washington qui a détruit, tout ou partie, huit pays en ce début du 21^{ème} siècle et en a 3 à 5 de plus dans sa ligne de mire. Washington est en train de réussir à conduire le monde à Armageddon, parce que les dirigeants du monde préfèrent l'argent à la vérité, à la justice, à la survie. Washington, absorbé dans ses tentatives de destruction de la Syrie, a laissé à sa marionnette d'Arabie Saoudite le soin de détruire le Yémen. L'autocratie saoudienne, un des principaux sponsors avec les Etats-Unis du terrorisme, a fait du bon boulot, grâce aux livraisons d'armes américaines et au ravitaillement de ses avions d'attaque par les États-Unis. Cette guerre totalement gratuite a permis de maximiser les profits du complexe militaro/sécuritaire américain, une bande de malfaiteurs comme on n'en a jamais vu sur terre. Tout le problème nord-coréen se résume à placer des missiles nucléaires américains à la frontière de la Chine. Tout le problème iranien se résume à placer des missiles nucléaires américains à la frontière de la Russie. (...) Le gouvernement des États-Unis, qui n'est pas un gouvernement du peuple, est le seul qui ait jamais menacé un autre pays de destruction totale comme Trump l'a fait pour Corée du Nord dans son discours à l'ONU ». (1)

L'impossible Destruction de la Corée du Nord : Un phœnix qui renaît de ses cendres

La contribution suivante montre que les tentatives nombreuses de démolir la Corée du Nord ont été vaines. L'auteur montre que ce peuple de 26 millions d'âmes est résilient. L'auteur liste toutes les avanies subies sans résultat :

« Détruire totalement la Corée du Nord ? Cela a été entrepris de manière systématique, scientifique et à un rythme infernal par les différentes branches des forces armées US lors de la guerre de Corée (1950-1952) au point où les Nord-coréens furent obligés d'enterrer leurs villes et leurs usines sous terre. C'est également l'objectif affiché et poursuivi par le complexe militaro-industriel depuis la fin de cette guerre terrible menée sous mandat de l'ONU. Si

la Corée du Nord a échappé à une destruction totale jusque là, elle le doit initialement à sa position stratégique adjacente de l'ex-URSS et de la République populaire de Chine ; L'absence de ressources énergétiques fossiles ; La présence le long de la ligne de front (la DMZ) de milliers de pièces d'artillerie pouvant déverser sur Séoul, une ville de plusieurs millions d'habitants, plus de deux millions d'obus et de roquettes en l'espace de quelques minutes ; L'échec de plus de 276 tentatives clandestines visant à décapiter le régime ; L'absorption des ressources politiques, diplomatiques, économiques, financières et militaires US par les désastres afghan et irakien puis par l'échec du « printemps Arabe » ; La montée en puissance de la Chine et la réémergence de la Russie ; L'amélioration notable des conditions de vie et du revenu en Corée du Nord entre les années 2005 et 2015 ; Enfin, l'acquisition par Pyongyang de l'arme atomique mais surtout l'incapacité de ses adversaires à connaître son arsenal réel. De fait, les USA auraient pu détruire la Corée du Nord à deux reprises : la première fois après la chute de l'ex-URSS et l'effondrement consécutif de l'économie nord-coréenne en 1991, suivi d'un état de famine et de pénuries La seconde fois, c'était en 1994-1995 lorsque l'Armée nord-coréenne eut d'immenses difficultés à se procurer des armes, des munitions et des pièces de rechange, Ce temps là est révolu » (2).

Les Etats-Unis montrent leurs muscles ils font voter des escadrilles de bombardiers en bordure de la Corée. Pour [Aaron Kesel](#) le général Mattis secrétaire d'Etat à la défense pense qu'il y a une option militaire contre la Corée du Nord qui ne mettrait pas Séoul en danger. En 2015, l'armée de l'air des États-Unis a confirmé que la Division militaire Boeing possède une arme à impulsion électromagnétique capable de cibler et de détruire les systèmes électriques sans les dommages collatéraux causés par la destruction de personnes. C'est essentiellement un EMP qui élimine la grille d'alimentation d'une zone donnée. Le projet est connu sous le nom de « CHAMP », ou projet de missiles avancés hyperfréquences haute puissance de la contre-électronique, et il est déjà opérationnel depuis 2015. (...) Le général David Goldfein, chef d'état-major de la Force aérienne, a déclaré que les États-Unis ont également d'autres armes cinétiques dans leur arsenal qui permettraient à Trump de « détruire totalement la Corée du Nord » - l'un des systèmes d'armes est le « Bâton de Dieu ». (...) » (4)

Faisons-les crever de faim : la solution du Wall Street Journal

Le journaliste Mike Whitney rapporte les délires de Wall Street :

« Les rédacteurs du Wall Street Journal (WSJ) ont concocté un plan pour en finir avec la crise de la Corée du Nord : les faire crever de faim. Dans un récent article, le quotidien se réjouit des estimations de l'ONU affirmant que 40% de la population est sous-alimentée et appelle à serrer davantage la ceinture. Le Wall Street Journal reconnaît que cette tactique est « anormalement éthique », mais ajoute que « la Corée du Nord constitue un cas exceptionnel ». Dans un article intitulé « Les options pour se débarrasser de Kim Jong Un », le comité de rédaction du WSJ suggère que les USA utilisent « tous les moyens à leur disposition pour renverser le régime nord-coréen », y compris, bien sûr, le blocage des importations alimentaires vitales qui permettent aux femmes et aux enfants d'échapper à une mort atroce par famine. Voici un extrait de l'article : Le Nord est particulièrement sensible cette année aux pressions parce qu'une grave sécheresse qui a duré d'avril à juin a fait chuter la récolte précoce de céréales de 30%. Les Coréens du Nord n'accepteront pas la famine comme ils l'ont fait y a deux décennies. L'assistance fournie par le passé s'est avérée être une erreur, dans la mesure où elle a permis à l'un des pires régimes que l'histoire ait connus de se perpétuer.(...) Anéantir l'État nord-coréen aussi vite que possible est la démarche la plus humaine

possible. » (3)

Qu'elle serait la solution pour arrêter l'escalade ?

Pour Barthélémy Courmont directeur de recherches à l'IRIS (Paris) pense que si on ne s'en prend pas au pétrole , les sanctions ne serviront à rien. :

« L'échec de ces sanctions est aujourd'hui patent. « Elles ne font pas fléchir le régime nord-coréen et surtout ne sont pas toujours respectées (...) Pékin refuse en revanche un embargo pétrolier intégral, souhaité par les États-Unis Selon lui, une rupture de l'approvisionnement pétrolier de la Corée du Nord aurait principalement un impact pour la population et pourrait entraîner des mouvements migratoires. (...) la sortie de crise pourrait passer par la reconnaissance « de facto du statut de puissance nucléaire de la Corée du Nord, comme pour l'Inde, le Pakistan ou Israël qui ont obtenu l'arme nucléaire hors cadre international dans le passé Cette option constituerait un aveu d'échec des politiques de non-prolifération mais permettrait selon lui de sortir de l'impasse actuelle qui pousse Pyongyang à aller toujours plus loin dans son programme nucléaire et ses menaces » (5).

Jean Levy du « Comité Valmy demande quant à lui à la France d'être prudente : « La France doit, d'urgence, se retirer de l'Otan pour ne pas être entraînée dans un conflit mortel pour la civilisation Ces propos sont source d'inquiétude pour tous les peuples épris de paix, pour notre peuple. (...) Avec l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, il était possible de penser que Washington, mesurant ces changements historiques, s'en serait tenu à la politique annoncée par le nouveau président. C'était sans compter avec « l'Etat profond » (...) Aujourd'hui, les Etats-Unis, pris de vertige dans leur nouvel environnement mondial, veulent mordre pour défendre leur suprématie. Le président s'est mué en un nouveau Dr Folamour. (...La France doit prendre des initiatives de paix en conviant l'ensemble des Etats du monde à une conférence internationale visant au désarmement nucléaire général, à la fermeture totale de toutes les bases militaires des Etats hors de leurs frontières, à la coopération mutuelle des peuples au profit de leur économie et de leur niveau de vie. Et, comme première mesure de sauvegarde, le retrait total des structures de l'Otan... (6)

Dans le même ordre, une plaie qui continue de saigner : la Syrie que l'on s'évertue encore à martyriser le peuple en créant une troisième force alors que la paix est à portée de mains. Là encore les Nations unies sont absentes laissant les Syriens livré à des stratégies qui les dépassent. Le Ministre des Affaires Etrangères russe Lavrov a fait une déclaration à l'ONU en déclarant :

« qu'après la destruction de Daech et consorts en Syrie toute présence militaire étrangère sans l'assentiment du gouvernement syrien devra quitter la Syrie. Dans une brillante intervention-bilan au nom de son pays à la tribune de l'A.G, de l'ONU le Ministre des Affaires Etrangères Al Moallem a confirmé. Le message -avertissement est bien sûr adressé à Washington qui essaie de se ménager des sanctuaires en Syrie. Ce combat d'arrière-garde de la part de la CIA fait pitié ! Vouloir maintenir des poches de subversion alors que la guerre est perdue ; cela s'appelle du bricolage tactique. Au cas où la CIA convaincrat la Maison Blanche et le Pentagone de continuer l'aventure syrienne, qu'est-ce qui risque de se passer ? Eh bien les Forces Spéciales américaines et les groupuscules qu'elles encadrent pour se donner une légitimité vont être encerclées et harcelées. L'AAS ne prendra même pas la peine de participer à

ce combat asymétrique. Russes et Syriens ne donneront aucun prétexte aux néo-cons et aux Talmudistes en participant directement à cette action. Mais par contre les Russes ne permettront aucune mesure de « retaliation » par l'aviation US contre Damas ». (7)

Les cohortes de centaines de milliers de Syriens sur le chemin d'un exode tragique avec des pays qui se gargarisent des droits de l'homme, mais qui verrouillent à l'exception remarquable de l'Allemagne sont un exemple de l'impuissance des Nations Unies et des Organisations de secours qui font ce qu'elles peuvent alors que le problème est éminemment politique. Même scénario avec la tragédie des Rohingyas victime s d'un nettoyage ethnique cautionné d'une façon ou d'une autre par la Dame de Rangoon titulaire du hochet occidental du prix Nobel de la paix et là encore l'impuissance des Nations Unies voire même du Conseil de sécurité ..

L'Organisation des Nations Unies actuelle symbole de l'échec des Etats

C'est un fait , l'Organisation des Nations Unies fait preuve d'un silence assourdissant devenue aphone, elle se contente d'organiser le rituel actuel de septembre où le feu sacré des premières ambitions de paix de sérénité de justice s'est éteint L'Organisation des Nations unies (ONU) est née le 24 octobre 1945.

Au moment où écrit Clarence Mollusque, l'Organisation des Nations Unies a désigné pour les cinq prochaines années son futur secrétaire général, le Portugais Antonio Guterres, la question de son utilité revient avec insistance. Après tout, l'ONU a dépassé le cap des soixante-dix ans d'exercice, presque une vie d'homme. La plupart des conflits actuels ne sont pas traités par l'ONU des 193 pays mais par cinq pays qui s'arrogent le droit de décider pour les 200 pays. Une vingtaine de conflits n'ont toujours pas trouvé solution. Il y a d'abord le doyen des conflits la Palestine depuis un siècle et dont l'occupation actuelle date de 50 ans, ensuite le Sahara occidental, territoire en attente de décolonisation et les guerres de Somalie, du Yemen de Libye, et de Syrie sans compter celles d'Afghanistan et d'Irak. Un dénominateur commun ? Ce sont tous des pays musulmans et pour certains en plus arabes » (8).

S'agissant du bilan en demie teinte Clarence Mollusque écrit :

« Le bilan est, selon l'optimisme qu'on y met, au mieux décevant, au pire désastreux. Seulement décevant si on s'attache à l'enceinte exceptionnelle que représentent les Nations Unies, capable de faire discuter en leur sein des puissances différentes, voire frontalement opposées sur le terrain. Seulement décevant aussi si on apprécie les nombreuses résolutions votées par l'Assemblée générale, dont certains font preuve d'une audace remarquable. A cet égard, mention honorable à celle sur la situation de la Palestine, qui pourrait toutefois rejoindre les limbes du droit international avec la désignation du prochain ambassadeur américain».

L'ONU a souvent peu agi, et parfois mal agi. Tout d'abord, et comment ne pas le mentionner, l'ONU s'avère incapable de trouver une solution au conflit syrien. Pour autant, dans cet échec de solution, le trio Etats-Unis, Royaume-Uni et France a une lourde part de responsabilité. Déjà, force est de constater que le maintien des membres permanents qui disposent toujours d'un droit de veto continue de paralyser le fonctionnement optimal de l'institution. Ainsi, aux vétos américains pour Israël répondent les vétos russes et chinois

pour la Syrie et le Soudan. Les rares organes supranationaux n'ont pas de réels pouvoirs. Le secrétaire général des Nations Unies, est totalement dépendant du bon vouloir du Conseil de sécurité, lui-même paralysé par les positions des uns et des autres. L'ONU est encore trop imparfaite pour représenter une construction durable et un forum adéquat aux nombreuses nations de notre monde. Elle offre toutefois un avertissement : le « tout Etat » conduit rapidement à des impasses. Aux défis globaux, il ne peut y avoir que des réponses communes » (8).

Un bilan en demie teinte

La contribution suivante a trait à la vision humaniste de Stéphane Hessel immense homme de culture et de dévouement à la condition humaine, le bilan de l'ONU, ses échecs et ses utopies, ont passées en revue:

« Devant les conflits qui ravagent le monde, on se demande souvent à quoi sert l'ONU. N'est-elle pas paralysée par son manque de moyens d'intervention, sa lourdeur bureaucratique, la prolifération de ses organismes associés, et le droit de veto des membres du Conseil de sécurité ? Fin connaisseur des différentes facettes de cette organisation, il est lucide sur les réformes qui pourraient lui conférer un rôle adapté à la situation actuelle. Pour comprendre à quoi servent les Nations unies, L'objectif de la Charte était non seulement de proposer un mode de règlement des conflits mais aussi de mettre en exergue les valeurs humaines fondamentales qui avaient été bafouées pendant cette guerre ».(9)

On ne relit pas assez souvent le préambule de la Charte qui est un très beau texte dont un extrait a été donné en préambule. Le choix final,

« Nous, peuples des Nations unies », était assez audacieux, car selon cette formule, les signataires de ce texte se présentaient non seulement comme quelques chefs d'État mais bien comme les porte-parole de l'ensemble des peuples de la planète. Ce texte a, de ce fait, une portée bien plus grande que s'il n'avait engagé que les gouvernements de quelques pays. Retraçant les différentes étapes, il écrit : « La première, de 1945 à 1948, a été euphorique. C'était avant l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) et le pacte de Varsovie C'est de cette époque que date la création des premières grandes institutions internationales des Nations unies, comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la santé et la culture), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale du travail, qui existait depuis 1919 mais a été alors rattachée à l'ONU. C'est également au cours de ces trois années, qu'a été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948. Cette phase euphorique a été de courte durée. Entre 1949 et 1989, les divergences fondamentales entre le bloc soviétique et ses satellites, d'une part, et les États-Unis et les pays du plan Marshall de l'autre, ont largement bloqué l'action des Nations unies. Ceci m'amène à dire un mot du Conseil de sécurité, le seul organe non démocratique de l'ONU. Alors que toutes les agences spécialisées de l'ONU fonctionnent selon le principe du vote à la majorité, le Conseil de sécurité requiert l'unanimité de ses cinq membres permanents. S'il n'en avait pas été ainsi, il est certain qu'au moins un des membres fondateurs aurait refusé d'y participer, de peur de voir ses intérêts majeurs mis en danger s'il se retrouvait en minorité. Cette clause de l'unanimité, plus connue sous le nom de "droit de veto", était donc indispensable, mais c'est en même temps ce qui a souvent bloqué l'action de l'ONU » (9)

La décolonisation et le développement, l'environnement

Malgré tout, cette période a été marquée par une étape fondamentale de l'histoire mondiale, celle de la décolonisation. sous la pression des assemblées générales de l'ONU que peu à peu se sont fait entendre des pays qui militaient pour l'indépendance d'autres États, et que l'on a vu finalement entrer 150 États indépendants supplémentaires à l'ONU. [C'est dans ce cadre, que la

« Question algérienne » était inscrite chaque année en septembre dans l'agenda des Nations unies. ndR} Une autre grande question a occupé les Nations unies pendant cette période, celle du développement. Ce qui était à l'origine le Conseil économique et social de l'ONU a rapidement été remplacé par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Le premier représentant français à cette conférence en 1964, André Philipp, a eu la bonne idée de proposer que les grandes nations consacrent 0,7 % de leur PNB (Produit national brut) à l'aide au développement. Nous sommes en 2007 et cette part n'est actuellement que de 0,23 %. En 1972 s'était réunie à Stockholm une conférence consacrée à la protection de l'environnement, En 1992, la conférence de Rio, avec l'instauration des Agendas 21, a une tout autre portée à la fois développement économique et social tout en remédiant à une dangereuse dégradation de l'environnement. A New York en 2000, ont été fixés les Objectifs de développement du millénaire (ODM) » (9)

Tâche noire selon nous Le principe du droit d'ingérence où l'auteur présente le problème koweïtien - rappelons que Saddam Hussein avait accepté de retirer ses troupes, mais les Etats Unis tenaient à les punir. L'auteur oublie de nous parler de l'autorisation de l'ONU suffisamment ambiguë pour permettre la destruction de la Libye. nous lisons :

« Cette décennie a également vu la première guerre conduite sous l'autorité de l'ONU. Cette fois, c'est l'ensemble des nations qui ont accepté le principe d'ingérence défendu par la diplomatie française et en particulier par Michel Rocard et Bernard Kouchner. Elles ont ainsi décidé de libérer le Koweït Nous en arrivons enfin à la dernière et courte période, celle qui a été marquée par l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et l'intervention américaine en Irak » (9).

Le réquisitoire du ministre de la république Populaire de Corée du Nord

On comprend dans ce cadre le cri de révolte d'un petit pays la Corée du Nord qui a décidé de se battre, non pas d'une façon classique,- il ne ferait pas le poids devant l'armada menaçante américaine- mais en faisant appel à la science, car c'est de cela qu'il s'agit; maîtriser le feu nucléaire vous donne une visibilité et une assurance sur la vie. Le 23 septembre 2017 le ministre des affaires étrangères de la Corée du nord dans un discours fleuve au débat général de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu à mettre les points sur les « I » et a faire un procès en règle de la prise en otage de la volonté de 190 états par la bande des cinq du conseil de sécurité sous le consentement sans état d'âme d'un secrétaire général qui gère sa carrière comme ce fut le cas de Ban Ki Moon et apparemment de son remplaçant soucieux de ne pas se mettre à dos les Etats Unis qui contribuent pour 25 % du budget de l'organisation ; Nous lisons :

« Monsieur le Président, Pensons aux peuples : lutter pour la cours. Pour que

tous les pays et tous les peuples puissent jouir de la paix et d'une vie décente, il est impératif de réaliser avant toute autre chose une véritable justice internationale. Cependant en raison de l'autoritarisme et de l'arbitraire à l'heure actuelle d'une seule grande puissance, l'objet et les principes de la Charte des Nations Unies et d'autres principes de base des relations internationales sont aujourd'hui délibérément ignorés dans l'arène des Nations Unies. (...) L'essence de la situation de la péninsule coréenne est une confrontation entre la RPDC et les États-Unis, où celle-là (la RPDC) tente de défendre sa dignité et sa souveraineté nationale contre la politique hostile et les menaces nucléaires des celle-ci (les États-Unis). Les États-Unis sont le pays qui a le premier produit des armes nucléaires et le seul pays qui les a utilisées, massacrant des centaines de milliers de civils innocents. (...) La possession de la dissuasion nucléaire par la RPDC est une juste mesure d'auto-défense prise comme ultime option, conformément à ce principe » (10).

« Récemment, la RPDC a testé avec succès un missile balistique capable de porter une bombe H comme une partie des efforts déployés pour atteindre l'objectif de compléter la force nucléaire du pays. (...) Puisque l'arme de dissuasion pour préserver la paix et la sécurité de la péninsule coréenne et de la région est suffisamment renforcée, les États-Unis et ses disciples doivent maintenant réfléchir à deux fois avant de lancer une provocation militaire contre la RPDC . Monsieur le Président, l'échec de l'Organisation des Nations Unies dans l'accomplissement de son rôle dans la réalisation d'une véritable justice internationale est principalement dû aux vieilles pratiques non démocratiques du Conseil de sécurité. Personne d'autre que le Conseil de sécurité ne tient pas compte de la Charte des Nations Unies dès le premier article et il n'agit que dans la poursuite de la volonté et de l'intérêt de ses États membres. Il n'est pas accessoire que la question sur la réforme du Conseil de sécurité ait déjà été posée en 1992 par la résolution 47/62 à la 47ème Session. Le Conseil de sécurité est un tel organe non démocratique de l'ONU » (10).

« Dans ce forum, je tiens à rappeler, poursuit le ministre une fois de plus à tous les délégués le caractère injuste et inéquitable des 'résolutions' adoptées par le Conseil de sécurité contre la RPDC. Le Conseil de sécurité a fabriqué des « résolutions » illégales et à double standard (...) La raison pour laquelle ces résolutions injustes et inéquitables continuent d'être adoptées, c'est que les membres permanents du Conseil de sécurité, tous puissances nucléaires, ont un intérêt commun à maintenir leur statut de monopole nucléaire.(...) Vu du point de vue de la non-prolifération nucléaire, la possession par la RPDC, d'armes nucléaires est une mesure d'auto-défense juste. Ceci démontre éloquentement que les 'résolutions' anti-RPDC ne sont pas fondées sur des principes établis et qu'elles ne sont rien de moins que les produits de l'ancienne pratique non démocratique du Conseil de sécurité, de la conspiration et de la collusion des forces obsédées uniquement par leurs intérêts acquis » (10).

« La République populaire démocratique de Corée est un état nucléaire responsable. Le gouvernement de la RPDC a fait une demande au Secrétariat de l'ONU pour qu'un forum d'experts en droit international soit organisé pour évaluer les arguments de droit et de légalité des « résolutions » du Conseil de Sécurité mais nous n'avons eu aucun écho du Secrétariat depuis 9 mois déjà. (...) Les États membres des Nations Unies ne doivent pas céder aux pressions d'une grande puissance, en appliquant les résolutions du Conseil de sécurité mais se faire un jugement indépendant sur la légalité, l'impartialité et la moralité des résolutions et contribuer à la promotion de la réforme de l'ONU en élevant leurs voix contre le despotisme et l'arbitraire. Le gouvernement de la RPDC défendra certainement la paix et la sécurité du pays avec sa puissante dissuasion nucléaire et contribuera également à la sauvegarde de la paix mondiale et de la sécurité » (10).

Le crime récompensé : Israël va-t-il devenir membre du Conseil de sécurité de l'ONU ?

Ramzy Baroud le journaliste bien connu déclare sans rire Israël veut maintenant un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU). Quelle ironie ! :

« Israël a eu une relation des plus cahoteuses avec le plus grand organisme international au monde. Il a toujours cherché désespérément à être légitimé par l'ONU, tout en faisant son possible pour délégitimer l'ONU. À la suite d'une résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (UNHRC) condamnant, en mars 2014, Netanyahu, a accusé l'ONU d'être « inepte ». Il a promis de « continuer à dévoiler et à dénoncer » « l'hypocrisie » de l'ONU. (...) Mais deux événements majeurs ont forcé un Israël à revoir sa stratégie. Tout d'abord, en décembre 2016, au lieu de mettre leur veto à une résolution de l'ONU qui condamnait les activités des colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, les États-Unis se sont abstenus. Deuxièmement, la montée en puissance du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) dirigé par les Palestiniens est en passe de changer la dynamique de la politique internationale concernant l'occupation israélienne. En quelques années, le BDS est devenu un puissant moyen de pression pour dénoncer l'occupation israélienne et exiger que justice soit rendue au peuple palestinien ». (11)

« Le Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU s'y est rapidement joint, en déclarant son intention de publier une liste des noms des entreprises qu'il faut boycotter parce qu'elles opèrent dans des colonies israéliennes illégales. Les actions du Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU et de l'UNESCO ont provoqué, en réaction, une puissante campagne israélo-américaine visant à les discréditer. Depuis l'avènement de l'administration de Donald Trump, Washington mène avec l'aide de son ambassadrice à l'ONU, Nikki Haley, une guerre contre l'ONU en l'intimidant et en le menaçant de lui couper les vivres. Les officiels israéliens sont furieux. La vice-ministre des Affaires étrangères, Tzipi Hotovely, a affirmé que « l'ONU joue avec le feu », et a ajouté qu'une telle initiative entraînerait une perte supplémentaire du budget de l'ONU. (...) Mais la tactique israélienne devient plus claire et plus audacieuse. Tel Aviv a pour but de miner le soutien aux Palestiniens à l'Assemblée générale des Nations Unies et de saboter le travail des organes de l'ONU qui ne sont pas soumis au pouvoir américain. (...) Il veut également s'assurer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. On pense que, avec le soutien de Haley aux Nations Unies, une telle chose n'est pas impossible.(...),Toutefois, si Israël obtient ce siège, il s'en servira pour renforcer son occupation de la Palestine au lieu de respecter le droit international ». (11)

À quoi sert l'ONU? Si elle ne réforme pas ?

Comment en est-on arrivé à ce degré de déliquescence où c'est toujours la loi des plus forts (les cinq) qui priment ? Même de Gaulle dont le pays fait pourtant partie du Conseil de Sécurité traité l'organisation de « grand machin » Il est vrai que l'organisation a connu des secrétaires généraux remarquables notamment en la personne de Dag Hammarskjöld diplomate suédois, qui fut [secrétaire général des Nations unies](#) de 1953 à 1961 et s'est impliqué personnellement dans les conflits. L'année même de sa mort, survenue avant la fin de son mandat, le [prix Nobel de la paix](#) lui fut décerné à titre posthume. Il y eut des Secrétaires généraux dont le passage a été discutable notamment depuis les attentats de septembre 2001 . C'est un fait les Etats Unis contribuant pour 25 %du budget de l'ONU sont ,ceux qui décident et les secrétaires généraux depuis Boutros Boutros Ghali, Koffi Annan et l'énigmatique Ban Kii Moon qui ne faisait rien sans l'aval des Etats Unis, n'ont pas de mon

point de vue donné ses lettres de noblesses à l'organisation. Souvenons du scandale sous Koffi Annan du « pétrole contre nourriture » Souvenons nous comment la seule résolution qui a été votée a vu la mise à mort autorisée par le Conseil de Sécurité pour assassiner Kadhafi

« L'ONU actuelle c'est un constat d'échec Pour que l'ONU puisse relever les défis qui l'attendent au XXI^e siècle, il faut qu'elle transforme en profondeur sa propre organisation. L'ONU doit tout d'abord être capable de mobiliser on ne fera disparaître le terrorisme qu'en luttant contre les injustices économiques et en parvenant à une alliance des civilisations au lieu de désigner l'une d'entre elles comme ennemie du reste du monde. Le deuxième changement doit porter sur la lutte contre les armes de destruction massive. Mais à toutes les formes de criminalité militaire, c'est-à-dire à la vente des armes sans contrôle. Nous devons ensuite conclut aller plus loin dans le devoir d'ingérence: notre monde de plus en plus global a un besoin toujours croissant de solidarité, et cette solidarité ne peut être efficace que si elle l'emporte sur les souverainetés Le budget de la structure elle-même est de 3 milliards de dollars ; en y ajoutant l'action sur le terrain et notamment celle des casques bleus, on atteint 20 milliards de dollars, ce qui représente 20 jours de la guerre menée actuellement en Irak par les États-Unis. Pour que l'ONU puisse avoir une action efficace, il faudrait qu'elle dispose de 50 milliards de dollars par an, à supposer que le contexte mondial n'évolue pas encore plus vite et plus dangereusement qu'il ne le fait actuellement » (9).

Conclusion

Les 195 Etats n'ont aucun poids réel. Tout passe par le Conseil de Sécurité Il témoigne de la difficulté d'avancer sur des sujets sensibles lorsque les 5 Etats qui le composent sont les seuls décideurs en fonction de leurs intérêts. Souvenons nous de la quarantaine de résolution sur la Palestine bloquées par les Etats Unis et d'autres bloquées concernant la Corée du Nord *Devant les conflits qui ravagent le monde, on se demande souvent à quoi sert l'ONU ?* N'est il pas temps d'aller vers un désarmement nucléaire total et revoir la composition du Conseil de Sécurité en supprimant la clause veto Des pays comme le Japon l'Inde l'Allemagne autrement plus importants économiquement que le Royaume Uni ou la France devraient faire partie d'une nouvelle organisation Pour cela le multilatéralisme doit être consacré et dans ce cadre pourquoi ne pas supprimer le Conseil de Sécurité , c'est à l'Assemblée de voter les résolutions sur la base de un pays une voix. Comme autre mission urgente il est plus que jamais nécessaire de penser à une Organisation devrait être créé pour s'occuper sérieusement de l'environnement , et consacrer la paix avec la Terre Ce sont les conditions pour ramener la sérénité dans le monde.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Notes

1.<http://www.paulcraigroberts.org/2017/09/19/thoughts-trumps-un-declaration-war-iran-north-korea/>

2.<https://strategika51.wordpress.com/2017/09/20/une-reflexion-sur-le-discours-de-trump-a-lag-des-nations-unies>

3. <http://www.investigaction.net/fr/faisons-les-crever-de-faim-voila-la-solution-du-wall-street-journal-au-probleme-de-la-coree-du-nord/>
4. <https://www.activistpost.com/2017/09/us-defense-secretary-jim-mattis-weighs-using-kinetic-weapon-north-korea.html?>
5. <http://www.iris-france.org/98435-le-regime-de-sanctions-a-lencontre-de-la-coree-du-nord/>
6. Jean Levy <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article9026>
7. <http://reseauinternational.net/syrie-que-se-passera-t-il-si-les-americains-necoutaient-pas-les-avertissements-de-lavrov/#C0sJzrYZ5IRRYmj.99>
8. Clarence Mollusque <https://regardseuropeen.org/2016/12/20/onu-symbole-de-lechec-des-etats/>
9. <https://www.cairn.info/revue-le-journal-de-l-ecole-de-paris-du-management-2007-6-page-16.htm>
- 10
<https://www.legrandsoir.info/declaration-de-s-e-m-ri-yong-ho-ministre-des-affaires-etrangees-de-la-republique-populaire-democratique-de-coree-au-debat.html>
11. Ramzy Baroud 20 septembre 2017
<http://arretsuriinfo.ch/le-crime-recompense-israel-va-t-il-devenir-membre-du-conseil-de-securite-de-lonu/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca